



*Un regroupement
d'organisations
syndicales québécoises
et de fédérations
étudiantes

UN AUTRE QUÉBEC EST POSSIBLE : C'EST UNE QUESTION DE CHOIX!

Les organisations syndicales et étudiantes, membres de l'Alliance sociale, s'associent une fois de plus cette année pour démontrer qu'en matière de finances publiques et de développement économique, d'autres choix sont possibles pour sortir de la crise et assurer la relance du Québec. Nous demandons au gouvernement du Québec de faire des choix budgétaires qui soient plus équitables pour l'ensemble de la population québécoise.

Sous prétexte d'une situation économique difficile, d'une population vieillissante et de programmes sociaux trop généreux, le gouvernement maintient le cap et poursuit la marchandisation des services publics par le recours à la sous-traitance, à la privatisation et à la tarification. Ces choix, qui concrétisent toujours plus le désengagement de l'État, sont injustes pour la population.

Nous nous opposons fermement à l'augmentation des droits de scolarité, aux compressions budgétaires en santé et en éducation et dans les autres missions de l'État, au maintien de la taxe santé et au retour précipité à l'équilibre budgétaire, car ces mesures favorisent l'accroissement des inégalités et mettent en péril l'équité et la solidarité entre les citoyennes et les citoyens.

Les membres de l'Alliance sociale croient plus que jamais qu'il faut investir dans les services publics et financer ces investissements en allant chercher l'argent là où il se trouve : chez les entreprises rentables et les riches contribuables. Il existe des solutions plus adéquates que celles mises en place par le gouvernement pour dynamiser l'économie, favoriser le développement durable, assurer une meilleure répartition de la richesse et maintenir des services publics accessibles et de qualité.

Il s'agit d'une question de choix!

INVESTIR DANS LES SERVICES PUBLICS : C'EST UNE QUESTION DE CHOIX

Les services publics ont été le rempart qui a permis au Québec de minimiser les effets de la crise financière et de la crise économique qui s'en est suivie. L'Alliance sociale réitère ses propositions afin de maintenir des services publics accessibles et de qualité.

REPORTER L'ATTEINTE DU DÉFICIT ZÉRO

Comme l'Ontario et d'autres juridictions qui l'ont déjà fait afin de dégager des marges de manœuvre pour soutenir l'économie et pour financer les services publics et les programmes sociaux, l'Alliance sociale propose que Québec reporte à plus tard le retour à l'équilibre budgétaire.

MAINTENIR À UN NIVEAU ADÉQUAT LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES

Le retour précipité à l'équilibre budgétaire met en danger la qualité, peut-être même l'existence, de certains services publics et programmes sociaux, notamment en santé et en éducation. Contrairement aux affirmations du gouvernement, les compressions qui s'accumulent ont des effets sur l'accessibilité et la qualité des services donnés à la population.

Le gouvernement du Québec doit relever son objectif de croissance des dépenses de manière à assurer un financement suffisant et adéquat des services publics et des programmes sociaux.

METTRE FIN AU NON-REMPLACEMENT LORS DES DÉPARTS À LA RETRAITE

La diminution du nombre d'employés du secteur public dans plusieurs ministères et organismes rend l'État incapable d'assumer pleinement ses fonctions de gestion des fonds publics et d'assurer à la population la qualité des services qui lui sont offerts. Le rapport Duchesneau en a fait amplement la démonstration.

L'Alliance sociale propose l'abolition de la règle du non-remplacement d'un départ sur deux pour la fonction publique et le personnel administratif des réseaux de la santé et de l'éducation.

FINANCER ADÉQUATEMENT L'ÉDUCATION

L'éducation et la formation sont les moyens les plus sûrs pour lutter contre les inégalités sociales, puisqu'elles favorisent l'intégration et le maintien en emploi des personnes. Elles contribuent également à la croissance économique et à l'augmentation de la productivité et du niveau de vie.

Par conséquent, l'Alliance sociale revendique un financement permettant le maintien et le développement des services nécessaires dans les sphères de l'éducation et de la formation.

FINANCER ADÉQUATEMENT LA SANTÉ

En santé, le gouvernement du Québec a toujours recours aux agences de placement de main-d'œuvre, à la sous-traitance et aux PPP. En plus de faire augmenter considérablement les coûts, cela mine les fondements d'universalité, d'accessibilité et d'intégralité de notre système de santé.

Dans le contexte du vieillissement de la population que nous connaissons, l'Alliance sociale réclame du gouvernement un financement, par

des mesures fiscales équitables, permettant le maintien et le développement des services dans les secteurs de la santé et des services sociaux.

SOULAGER LA CLASSE MOYENNE : C'EST UNE QUESTION DE CHOIX

LE GEL DES DROITS DE SCOLARITÉ À COMPTER DE 2012

La hausse des droits de scolarité réduira l'accessibilité aux études supérieures, notamment pour les étudiantes et les étudiants provenant des milieux moins nantis et de la classe moyenne. De plus, cette hausse touchera non seulement de plein fouet les étudiants, mais également leurs parents qui, bien souvent, assument les coûts inhérents aux études de leurs enfants. Il s'agit d'un déboursé supplémentaire qui s'ajoutera au fardeau des familles.

L'Alliance sociale demande le retrait des hausses proposées des droits de scolarité prévues au cours des prochaines années.

ABOLITION DE LA CONTRIBUTION SANTÉ

L'Alliance sociale exige l'abolition de la «taxe Bachand» sur la santé.

Cette taxe, qui atteindra 200 dollars par contribuable cette année, ne tient pas compte de la capacité de payer de chacun. Le manque à gagner pour financer la santé et les programmes sociaux doit être financé par l'impôt sur le revenu parce que c'est un instrument qui accroît l'équité grâce à son caractère progressif.

AJOUT DE 22 000 NOUVELLES PLACES À 7\$ EN GARDERIE

Les CPE et les services de garde en milieu familial permettent aux parents de jeunes enfants, et tout particulièrement aux femmes, de pouvoir travailler sans se ruiner en frais de garde exorbitants. À l'heure actuelle, trop de familles n'y ont pas accès.

L'Alliance sociale demande l'accélération du développement des places à 7 \$ en garderie, principalement dans les CPE et en milieu familial.

ALLER CHERCHER L'ARGENT LÀ OÙ IL SE TROUVE : C'EST UNE QUESTION DE CHOIX

HAUSSE DES REDEVANCES MINIÈRES

Le Québec tire trop peu de bénéfices de l'exploitation de ses ressources minérales et naturelles. Le gouvernement doit favoriser la mise en valeur des ressources naturelles, conformément au principe de développement durable, et faire en sorte que l'exploitation de celles-ci se traduise par un maximum de retombées économiques et par des revenus équitables pour la collectivité.

Compte tenu du contexte mondial favorable à l'extraction des richesses naturelles, l'Alliance sociale recommande que le gouvernement mette en place un système de redevances grâce auquel le Québec obtiendra une juste compensation pour l'exploitation de ses ressources naturelles.



RESSERREMENT DES DIVERS CRÉDITS ET CONGÉS FISCAUX DES ENTREPRISES

L'Alliance sociale recommande de resserrer les divers crédits d'impôt et congés fiscaux auxquels ont accès les entreprises rentables.

Cette mesure rapporterait au gouvernement des revenus supplémentaires d'environ 250 millions de dollars par année. Elle ne s'appliquerait pas aux entreprises connaissant des difficultés financières et devrait tenir compte des programmes qui soutiennent l'emploi.

INSTAURATION D'UN IMPÔT MINIMUM POUR LES ENTREPRISES

Au cours des dix dernières années, l'impôt fédéral sur les bénéficiaires des sociétés est passé progressivement de 29 % à 15 %. Au Québec, la taxe sur le capital, qui rapportait 2 milliards de dollars par année au gouvernement, a été éliminée.

L'Alliance sociale demande l'instauration d'un impôt minimum équivalant à 1,5 % du revenu net des entreprises, ce qui générerait des revenus additionnels d'approximativement 150 millions de dollars par année.

HAUSSE DE L'IMPOSITION DES PARTICULIERS À HAUTS REVENUS

Le gouvernement libéral refuse d'aller chercher des revenus additionnels du côté de l'impôt sur le revenu des particuliers. Pourtant, contrairement aux tarifs, cette source de revenus prend en compte la capacité de payer des contribuables.

L'Alliance sociale propose de réviser à la hausse l'impôt sur le revenu des particuliers pour les contribuables à hauts revenus, notamment par l'introduction d'un quatrième taux d'imposition de 28% pour les revenus imposables de plus de 127 000\$.

TAXATION DES BIENS DE LUXE

Comme cela se pratique en Europe, nous demandons au gouvernement d'introduire une taxe sur les biens de luxe.

Elle ne ciblerait que les contribuables les plus riches qui peuvent se permettre d'acheter des produits de luxe.

BAISSE DU PRIX DES MÉDICAMENTS

À cause d'une politique industrielle rigide, Québec paie beaucoup trop cher pour ses médicaments d'origine, qui sont parmi les plus coûteux au monde. Il en va de même pour les médicaments génériques.

L'Alliance sociale propose l'établissement d'un calendrier visant à dégager des économies récurrentes de 400 millions de dollars par année sur le prix des médicaments déboursé par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

POUR EN SAVOIR PLUS

VISITEZ LE SITE INTERNET :

www.alliancesociale.org

SUIVEZ L'ALLIANCE SOCIALE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :

FACEBOOK :

Page officielle de l'Alliance sociale

TWITTER :

@alliancesociale

*L'Alliance sociale est formée de :

- la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ),
- la Confédération des syndicats nationaux (CSN),
- la Centrale des syndicats du Québec (CSQ),
- la Centrale des syndicats démocratiques (CSD),
- le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ),
- l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS),
- le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ),
- la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ),
- la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)